



Répondre à l'attention de	Guy Pinsonnault
Ligne directe	[REDACTED]
Fax	[REDACTED]
Adresse courriel	[REDACTED]
Dossier	219452
Date	Le 31 juillet 2015

Confidentiel

Me Simon Tremblay
 Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion
 des contrats publics dans l'industrie de la construction
 600, rue Fullum, sous-sol – secteur 0570
 Montréal (Québec)
 H2K 3L6

Objet: Représentations écrites de Holcim (Canada) Inc. (« HCA ») concernant le préavis amendé de conclusions défavorables de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction du Québec à l'encontre de Demix Construction (« Demix », ou « Demix Construction »), une division de HCA

Cher confrère,

La présente a pour but de vous communiquer nos représentations écrites faisant état de nos observations et de nos arguments concernant le sujet en titre, en supplément des représentations qui ont été transmises le 18 juin 2015 par les procureurs soussignés à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction du Québec (« **Commission** ») et ce, dans l'espoir que le préavis amendé du 3 juillet 2015 de la Commission (« **préavis** ») qui a été transmis à Demix soit retiré et qu'il n'y ait autrement aucune conclusion défavorable de la Commission qui soit portée à l'encontre de Demix ou de HCA.

À titre de simple rappel, on se souviendra que le préavis amendé de la Commission indiquait la possibilité que ses commissaires tirent la conclusion supplémentaire défavorable suivante à l'égard de Demix (HCA) :

1. D'avoir offert des avantages à des fonctionnaires du Ministère des Transports du Québec (MTQ) en contrepartie de bénéfices dans le cadre de leurs relations contractuelles avec le MTQ, notamment à Paul-André Fournier.

A. Introduction

À titre de remarques préliminaires introductives, tel que nous vous l'avons déjà soumis préalablement, on peut sans se tromper affirmer que la protection de la bonne réputation d'une personne est d'une importance fondamentale dans notre société démocratique.

Suite à la lecture de la présente, il est entièrement légitime et approprié pour Demix et HCA de faire valoir qu'ils sont en droit à la sauvegarde de leur réputation et au respect de leur droit à la vie privée et qu'ils ne doivent plus, en conséquence, être autrement inquiétés.

La présente est soumise pour aider la Commission à arriver à cette conclusion.

B. Les faits divulgués aux audiences de la Commission concernant des avantages offerts à Paul-André Fournier, fonctionnaire du MTQ, en contrepartie de bénéfices

Paul-André Fournier a admis avoir accepté des invitations pour des parties de hockey des firmes de génie conseil, bien qu'il ne soit pas un amateur. Ces rencontres étaient encouragées par le MTQ car cela lui permettait d'obtenir de précieuses informations concernant les difficultés rencontrées lors de l'exécution de projets et ainsi pouvoir les améliorer. Il a également accepté des bouteilles de vin et des invitations à dîner, principalement des entrepreneurs en construction dans de bons restaurants. Bien qu'il a nommé précisément les individus des différentes firmes d'entrepreneurs avec qui il a partagé un repas, il était incapable de nommer le représentant de Demix.

Référence utile est faite au témoignage suivant :

Témoignage de Paul-André Fournier le 24 avril 2014, pages 272 à 282, et pages 289 à 293, questions [1028 à 1060].

C. Entrevue des témoins

Nonobstant les allégations vagues de Paul-André Fournier devant la Commission à l'endroit de Demix aux pages 291 et 292 de la transcription du 24 avril 2014, lesquelles allégations ne fournissent par cette façon aucune indication précise des individus chez HCA et Demix avec qui il aurait partagé un dîner dans un bon restaurant, HCA a néanmoins interrogé les employés les plus susceptibles d'avoir partagé un tel repas.

Les résultats de nos entrevues ne nous a pas permis de découvrir, et encore moins de confirmer et de conclure, que HCA ou Demix en particulier avaient participé dans quelque système de corruption faisant l'objet de la conclusion supplémentaire du préavis amendé. D'ailleurs au contraire, Demix a respecté le Code de conduite de HCA, qui interdit formellement d'offrir des pots-de-vin.

D. La preuve de HCA

Par le témoignage suivant de Jean-Maurice Forget, HCA démontre qu'il n'y a effectivement aucune possibilité d'arriver à une quelconque inférence ou conclusion négative ou qui serait autrement défavorable concernant HCA ou Demix pour ce qui est contemplé ou autrement envisagé par la conclusion supplémentaire du préavis amendé de la Commission.

M. Jean-Maurice Forget est à l'emploi de HCA depuis 1989. En 2001, il a été promu directeur général de sa division de construction - Demix Construction. Il est maintenant premier vice-président de HCA pour la région Québec-Atlantique, ce qui comprend la supervision de l'ensemble des divisions administratives de HCA pour la province du Québec et pour toutes les provinces des maritimes où HCA a des opérations, incluant les opérations de sa division Demix Construction. Toutes les personnes à l'emploi de HCA qui travaillent dans cette région sont sous son autorité.

Selon M. Forget, celui-ci a peut-être rencontré Paul-André Fournier à une ou deux reprises pour connaître la programmation des travaux de chaussée de béton du MTQ pour mieux planifier les opérations de Demix Construction. Une rencontre a possiblement eu lieu à l'occasion d'un petit déjeuner d'affaires qui n'avait rien d'extravagant ou hors norme, encore moins dans le but d'offrir à M. Fournier un avantage en contrepartie de bénéfices.

Les autres employés de Demix d'un niveau hiérarchique similaire à celui de Paul-André Fournier, donc les plus susceptibles de partager un repas avec lui, ont confirmé qu'ils ne l'avaient jamais invité à dîner, ni partagé un tel repas avec lui.

E. Conclusion

Il résulte de l'ensemble de ce qui précède que, suite à l'allégation contenue à la conclusion supplémentaire du préavis amendé de la Commission et eu égard au témoignage imprécis de Paul-André Fournier qui est contredit par les témoins de Demix, il est clair que Demix n'était pas impliquée dans des comportements illégaux, tels ceux qui sont évoqués dans le préavis amendé.

L'allégation contenue à la conclusion supplémentaire du préavis amendé est ainsi non-fondée.

Vu ce qui précède, il est légitime et approprié pour Demix et HCA de faire valoir qu'ils sont en droit à la sauvegarde de leur réputation et au respect de leur droit à la vie privée.

Il n'y a alors pas lieu, en conséquence, pour la Commission de tirer quelques conclusions ou inférences négatives concernant HCA ou Demix pour ce qui est contemplé par le préavis amendé.

Le tout respectueusement soumis.



Guy Pinsonnault
McMillan S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Me René Cadieux
Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.